



76^e session de l'Assemblée générale

5^e commission

Point 150 de l'ordre du jour

Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies: Questions transversales

Administrative and budgetary aspects of the financing of the United Nations peacekeeping operations: Cross-cutting issues

New York, le 3 mai 2022

Déclaration de la Suisse

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de m'adresser à vous au nom de la Suisse et du Liechtenstein. Nos délégations se félicitent de la présentation des divers rapports du Secrétaire général et du CCQAB sur ce point de l'ordre du jour.

Permettez-moi tout d'abord de remercier tous les membres impliqués dans les opérations de maintien de la paix pour leur travail et leur dévouement et de rendre hommage à toutes celles et ceux qui ont payé de leur vie la poursuite de la paix.

Monsieur le Président,

Il va sans dire que le scénario le plus favorable aux conflits est celui où ils peuvent être évités. Non seulement c'est le moyen le plus efficace, mais aussi le moins coûteux, car chaque conflit entraîne une facture inabordable pour nous tous.

La mission des opérations de maintien de la paix des Nations unies est d'aider les États membres à naviguer sur les eaux difficiles qui mènent du conflit à la paix. Dans ce processus difficile, il est bien sûr crucial de parvenir à la paix en premier lieu, mais le but ultime est de sécuriser une paix durable.

Nos délégations continuent de soutenir l'adoption d'approches systémiques des transitions. Pour atteindre ce but ultime et prévenir la récurrence des conflits, la mission de maintien de la paix doit travailler main dans la main avec d'autres parties du système des Nations Unies, les acteurs de la communauté internationale et, enfin et surtout, avec les autorités et divers acteurs nationaux, y inclus la société civile, pour développer des stratégies de transition menant à une paix durable.

Mission permanente de la Suisse auprès des Nations Unies
Permanent Mission of Switzerland to the United Nations

633 Third Avenue, 29th floor, New York, NY 10017-6706
Tél. +1 212 286 1540, fax +1 212 286 1555, www.dfae.admin.ch/missny

Monsieur le Président,

La Suisse et le Liechtenstein saluent le rapport du Secrétaire général qui met en évidence les différentes mesures et outils mis en place au cours des cinq dernières années afin de lutter contre l'exploitation et les abus sexuels. Nous soulignons, une fois de plus, l'importance de la politique de tolérance zéro du Secrétaire général. L'augmentation du nombre d'allégations dans le cadre des missions sur le terrain souligne que cette question doit rester une priorité absolue dans l'agenda de chacun. Nous devons veiller à ce que toutes les mesures nécessaires continuent d'être prises pour lutter contre ces actes odieux.

Nous nous félicitons également des efforts déployés pour élargir et approfondir l'approche centrée sur les victimes et de l'impact positif du Bureau de la Défenseuse des droits des victimes pour répondre à leurs besoins. En outre, nous encourageons le Secrétaire général à poursuivre les efforts visant à améliorer la réponse du système des Nations Unies à l'exploitation et aux abus sexuels et à promouvoir les synergies et l'harmonisation de l'approche systémique de la lutte contre ces actes.

De même, la délégation de pouvoirs aux opérations de maintien de la paix par le biais de la décentralisation des autorités administratives vers les responsables sur le terrain reste fortement soutenue par nos délégations. Pour relever les défis, où les équipes sont obligées de s'adapter et de répondre rapidement aux circonstances locales, un système solide de délégation de pouvoirs est absolument central pour accroître l'efficacité du travail de l'Organisation. Nous demandons donc instamment de continuer à investir dans le développement et le maintien de la capacité de gouvernance pertinente des équipes de gestion.

Finalement, nos délégations souhaitent souligner la grande importance du Bureau des services de contrôle interne pour l'efficacité et l'efficience des opérations de paix des Nations Unies. Nous nous félicitons des conclusions du BSCI dans ses rapports relatifs aux opérations de paix. Nous encourageons le Secrétaire général à mettre en œuvre les recommandations du BSCI dans les meilleurs délais afin de favoriser la responsabilisation.

Monsieur le Président,

Nos délégations participeront de manière active et constructive aux délibérations sur ce point de l'ordre du jour.

Monsieur le Président, je vous remercie.

Unofficial translation

Mr. Chairman,

I have the honour to address you on behalf of Switzerland and Liechtenstein. Our delegations welcome the various reports of the Secretary-General and the ACABQ on this agenda item.

Let me first thank all members involved in peacekeeping operations for their work and dedication and pay tribute to all those who have paid with their lives in the pursuit of peace.

Mr. Chairman,

It goes without saying that the best scenario for conflict is one in which it can be avoided. Not only is this the most effective way, it is also the least expensive, as each conflict carries an unaffordable bill for all of us.

The mission of UN peacekeeping operations is to help member states navigate the difficult waters that lead from conflict to peace. In this difficult process, it is of course crucial to achieve peace first, but the ultimate goal is to secure a lasting peace.

Our delegations continue to support the adoption of systemic approaches to transitions. To achieve this ultimate goal and prevent the recurrence of conflict, the peacekeeping mission must work hand in hand with other parts of the UN system, actors of the international community and, last but not least, with national authorities and various actors, including civil society, to develop transition strategies leading to sustainable peace.

Mr. Chairman,

Switzerland and Liechtenstein welcome the Secretary-General's report which highlights the various measures and tools put in place over the past five years to combat sexual exploitation and abuse. We stress, once again, the importance of the Secretary-General's zero tolerance policy. The increase in the number of allegations in field missions underlines that this issue must remain high on everyone's agenda. We must ensure that all necessary measures continue to be taken to combat these heinous acts.

We also welcome the efforts to broaden and deepen the victim-centred approach and the positive impact of the Office of the Victims' Rights Advocate in addressing the needs of victims. Furthermore, we encourage the Secretary-General to continue efforts to improve the UN system's response to sexual exploitation and abuse and to promote synergies and harmonization of the systemic approach to combating these acts.

Similarly, the delegation of authority to peacekeeping operations through decentralization from the administrative authorities to the field remains strongly supported by our delegations. To meet the challenges, where teams are forced to adapt and respond quickly to local circumstances, a strong system of delegation of authority is absolutely central to increasing the effectiveness of the Organization's work. We therefore urge continued investment in developing and maintaining the relevant governance capacity of management teams.

Finally, our delegations wish to emphasize the great importance of the Office of Internal Oversight Services to the effectiveness and efficiency of United Nations peace operations. We welcome the findings of the OIOS in its reports on peace operations. We encourage the Secretary-General to implement the OIOS recommendations as soon as possible to promote accountability.

Mr. Chairman,

Our delegations will participate actively and constructively in the deliberations on this agenda item.

Thank you, Mr. Chairman.